

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Les ministres ne parviennent pas à un accord sur l'ABE, mais font du progrès

Les 18 ministres du Commerce de l'Accord sur les biens environnementaux (ABE) se sont réunis à Genève durant la fin de semaine des 3 et 4 décembre pour essayer de finaliser l'ABE avant la fin de l'année.

Des observateurs croyaient que le groupe voulait tirer profit de la récente série de négociations réussies à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour conclure un autre accord plurilatéral qui exonérera le paiement des droits de douane sur une liste d'environ 300 biens et produits technologiques qui sont considérés comme écologiques.

Des sources affirmaient que les négociations étaient bien avancées. Cependant, des écarts existants ont nécessité des discussions intenses. Par exemple, des produits tels que les bicyclettes, un intérêt offensif pour la Chine, ont été décrits comme étant des « limites » pour l'UE.

Qui plus est, le Canada a des intérêts offensifs dans certains produits du bois, qui étaient vus comme problématiques pour les États-Unis. La Chine, de son côté, a présenté une longue liste de demandes comprenant quelque 30 produits, dont des réfrigérateurs et des aspirateurs écoénergétiques, qui ont été perçus comme difficiles par d'autres participants. D'autre part, Beijing voulait exclure de la liste huit intérêts offensifs clés pour les États-Unis.

Le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, espérait qu'une réussite de l'ABE générerait un certain mouvement à l'OMC pour la nouvelle année à venir.

Les participants à l'ABE sont : l'Australie, le Canada, la Chine, le Taipei chinois, le Costa Rica, les États-Unis, Hong Kong, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, le Liechtenstein, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, Singapour, la Suisse, la Turquie et l'Union européenne.

Les négociations sont menées sur la base de la nation la plus favorisée (NPF), ce qui signifie que des pays comme l'Inde, qui ne figure pas parmi les participants, pourront aussi profiter de cet accord. Même si les pourparlers constructifs menés durant la fin de semaine n'ont pas

permis aux participants de refermer les écarts existants, ils ont néanmoins préparé la voie pour d'autres pourparlers dans un avenir rapproché.

« Je crois que les connaissances et la compréhension acquises lors de ces discussions nous aideront à progresser dans un avenir rapproché. J'incite les participants à faire preuve de toute la flexibilité dont ils sont capables afin de conclure l'entente », a déclaré M. Azevêdo.

Chefs de délégation de l'OMC

À la réunion informelle des chefs de délégation le 1^{er} décembre, on a reconnu que les Membres ont maintenant fait la transition de la réflexion à l'action, étant donné le nombre d'activités qui ont eu lieu dans divers comités de négociation. On appuie largement le processus et le plan visant à faire avancer les enjeux relatifs à l'agriculture, aux subventions pour la pêche et aux services lors de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC (CM11) qui aura lieu à Buenos Aires, en Argentine.

Dans le domaine de l'agriculture, la liste de souhaits des Membres s'est quelque peu allongée avec l'ajout d'enjeux relatifs à l'accès aux marchés – c.-à-d. les crêtes tarifaires, la progressivité tarifaire, la simplification des tarifs et les sauvegardes spéciales (SGS) –, qui font maintenant partie, avec la réduction du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, des résultats potentiels de la CM11. Cependant, si le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges profite de l'appui de la majorité des Membres, ce n'est pas exactement le cas pour les enjeux relatifs à l'accès aux marchés, ont affirmé certaines sources.

« Il reste à voir si tous ces enjeux liés à l'accès aux marchés pourront être réglés à la CM11 », ont déclaré des représentants officiels. L'objectif, principalement poursuivi par les pays de l'Amérique latine, et par l'Argentine en particulier, est de traiter certains enjeux liés à l'accès aux marchés dans le cadre de l'ensemble des résultats de Buenos Aires, en utilisant l'élimination de la

SGS comme manière de réduire la nécessité du mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) demandé par l'Inde et le G-33 (les « Amis des produits spéciaux », un groupe sur l'agriculture formé de 48 pays).

Concernant le soutien interne, le plus grand enjeu reste le différend entre la Chine et les États-Unis. La Chine a déclaré qu'elle ne touchera pas à son 8,5 % *de minimis*, à moins qu'une réduction drastique de la MGS (mesure globale de soutien) des pays développés fasse l'objet d'un consensus. Les Chinois soutiennent que chaque producteur américain reçoit environ 47 000 \$ en moyenne, ce qui représente bien davantage que le soutien que les producteurs chinois reçoivent de leur gouvernement.

La période de consultations de deux mois entre la Chine et les États-Unis sur le soutien ayant des effets de distorsion des échanges a pris fin le 13 novembre. Depuis, les États-Unis n'ont pas encore demandé la création d'un Groupe spécial officiel, même s'ils affirment qu'ils ont un cas « gagné d'avance ». Cependant, des représentants officiels ont affirmé que la demande de création d'un Groupe spécial pourrait être faite à n'importe quel moment dans les prochains jours, ou même dans un an.

Entre-temps, il faudra mener les négociations sur le soutien interne concernant les avis mis à jour et, jusqu'à présent,

seuls l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Russie ont fourni leur avis mis à jour à l'OMC. Vingt-neuf Membres doivent toujours aviser l'OMC de leur niveau de soutien interne.

De plus, la nouvelle équipe du commerce du président élu Donald Trump et sa stratégie joueront un rôle important dans le processus de l'an prochain, et dans les chances de réussite de la Conférence ministérielle à Buenos Aires en décembre 2017.

Ce que l'on voit d'ici est que Dan DiMicco, qui dirige l'équipe de transition du bureau du représentant pour le commerce des États-Unis de l'administration Trump, et qui risque de devenir le prochain représentant pour le commerce des États-Unis d'ici le début de l'année prochaine, pourrait vouloir s'en prendre à la Chine et à sa stratégie commerciale mondiale.

Les représentants officiels croient que les négociations telles que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et l'OMC sont moins problématiques que le PTP et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), puisque Donald Trump favorise les ententes bilatérales et promet de contester les politiques commerciales chinoises.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVÉS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada